



**PRÉFÈTE
D'INDRE-
ET-LOIRE**

*Liberté
Égalité
Fraternité*

ARRÊTÉ

**portant mise en demeure au titre des installations classées pour la protection de l'environnement
Société AIR LIQUIDE FRANCE INDUSTRIE à Joué-lès-Tours
Fabrication et stockage d'acétylène, conditionnement et stockage d'oxygène et d'azote,
stockage de gaz (H₂, NH₃, CO₂)**

La préfète d'Indre-et-Loire

SAIPP/BE

Vu le code de l'environnement, livre V - Titre 1^{er} : installations classées pour la protection de l'environnement, et notamment les articles L. 171-6, L. 171-8, L. 172-1, L. 511-1 et L. 514-5 du Code de l'Environnement ;

Vu l'arrêté ministériel du 4 octobre 2010 relatif à la prévention des risques accidentels au sein des installations classées pour la protection de l'environnement soumises à autorisation ;

Vu l'arrêté préfectoral n° 13058 du 5 septembre 1989 autorisant la société L'AIR LIQUIDE à poursuivre l'exploitation des activités exercées à JOUE-LES-TOURS au lieu-dit « Le Grand Mareuil » ;

Vu l'arrêté préfectoral n° 17344 du 18 décembre 2003 imposant des prescriptions complémentaires à la société L'AIR LIQUIDE, située au lieu-dit « Le Grand Mareuil » à JOUE-LES-TOURS ;

Vu l'arrêté préfectoral n° 18295 du 17 janvier 2008 complémentaire à l'arrêté préfectoral n° 13058 du 5 septembre 1989 autorisant la société L'AIR LIQUIDE à poursuivre l'exploitation de son établissement situé 37, rue du Cercelé à Joué-les-Tours ;

Vu le rapport de l'inspecteur de l'environnement du 26 septembre 2022 transmis à l'exploitant par courrier du 27 septembre 2022 conformément aux articles L. 176-6 et L. 514-5 du code de l'environnement ;

Vu les observations de la société AIR LIQUIDE FRANCE INDUSTRIE formulées par courrier en date du 29 septembre 2022 ;

Considérant que lors de la visite en date du 5 septembre 2022, l'ingénieur des travaux publics de l'état habilité (spécialité installations classées) a constaté que les extincteurs ne sont pas contrôlés annuellement ;

Considérant que ce constat constitue un manquement aux prescriptions des articles 6-I.710, 6-I.712, 6-I.71 de l'arrêté préfectoral du 5 septembre 1989 susvisé, modifié par les arrêtés préfectoraux complémentaires du 18 décembre 2003 et du 17 janvier 2008 susvisés ;

Considérant que lors de la visite en date du 5 septembre 2022, l'ingénieur des travaux publics de l'état habilité (spécialité installations classées) a constaté que le stockage de gaz réalisé la nuit lors du stationnement des camions n'est pas pris en compte dans l'étude de dangers du site ;

Considérant que ce constat constitue un manquement aux prescriptions de l'article 14.1 de l'arrêté préfectoral complémentaire du 17 janvier 2008 susvisé ;

Considérant que lors de la visite en date du 5 septembre 2022, l'ingénieur des travaux publics de l'état habilité (spécialité installations classées) a constaté que la rétention des eaux d'extinction incendie est insuffisante ;

Considérant que ce constat constitue un manquement aux prescriptions de l'article 26bis de l'arrêté ministériel du 4 octobre 2010 susvisé ;

Considérant que, face à ces manquements, il convient de faire application des dispositions de l'article L. 171-8 du code de l'environnement en mettant en demeure la société AIR LIQUIDE FRANCE INDUSTRIE de respecter les prescriptions des articles 6-I.7.10, 6-I.7.12, 6-I.7.1 de l'arrêté préfectoral du 5 septembre 1989 susvisé, modifié par les arrêtés préfectoraux complémentaires du 18 décembre 2003 et du 17 janvier 2008 susvisés, de l'article 14.1 de l'arrêté préfectoral complémentaire du 17 janvier 2008 susvisé ainsi que de l'article 26bis de l'arrêté ministériel du 4 octobre 2010 susvisé, afin d'assurer la protection des intérêts visés à l'article L. 511-1 du code de l'environnement ;

Sur proposition de la secrétaire générale de la préfecture d'Indre-et-Loire ;

ARRÊTE

ARTICLE 1 – La société AIR LIQUIDE FRANCE INDUSTRIE, exploitant une installation de fabrication et stockage d'acétylène, conditionnement et stockage d'oxygène et d'azote, stockage de gaz (H₂, NH₃, CO₂), sise 37 rue du Cercelé à Joué-lès-Tours, est mise en demeure de respecter les dispositions des articles 6-I.7.10, 6-I.7.12, 6-I.7.1 de l'arrêté préfectoral du 5 septembre 1989 susvisé, modifié par les arrêtés préfectoraux complémentaires du 18 décembre 2003 et du 17 janvier 2008 susvisés en :

- justifiant de la vérification ou faisant vérifier, dans un délai de 15 jours à compter de la notification du présent arrêté, les extincteurs présents sur le site.

ARTICLE 2 – La société AIR LIQUIDE FRANCE INDUSTRIE est mise en demeure de respecter les dispositions de l'article 14.1 de l'arrêté préfectoral complémentaire du 17 janvier 2008 susvisé en :

- démontrant, dans un délai de 2 mois à compter de la notification du présent arrêté, l'absence de connexité entre le stationnement des camions et les installations classées présentes sur le site. En l'absence de cette démonstration, l'étude de dangers doit être mise à jour afin de prendre en compte le stockage de gaz réalisé la nuit lors du stationnement des camions sur le site.

ARTICLE 3 – La société AIR LIQUIDE FRANCE INDUSTRIE est mise en demeure de respecter les dispositions de l'article 26bis de l'arrêté ministériel du 4 octobre 2010 susvisé en :

- disposant, dans un délai de 2 mois à compter de la notification du présent arrêté, d'un volume de rétention suffisant pour recueillir l'ensemble des eaux et écoulements susceptibles d'être pollués lors d'un sinistre, y compris les eaux utilisées lors d'un incendie.

ARTICLE 4 – Dans le cas où l'une des obligations prévues aux articles 1, 2 et 3 ne serait pas satisfaite dans le délai prévu par ces mêmes articles, et indépendamment des poursuites pénales qui pourraient être engagées, il pourra être pris à l'encontre de l'exploitant les sanctions prévues à l'article L. 171-8 du code de l'environnement.

ARTICLE 5 – Dans un délai de deux mois à compter de la date de notification de la présente décision, les recours suivants peuvent être introduits, conformément aux dispositions de l'article R.421-1 et suivants du code de justice administrative et du livre IV du code des relations entre le public et l'administration :

- recours gracieux, adressé à la préfète d'Indre-et-Loire (direction de la coordination des politiques publiques et de l'appui territorial) ;
- recours hiérarchique, adressé à la ministre de la transition écologique et solidaire - Direction Générale de la Prévention des Risques - Arche de La Défense - Paroi Nord - 92055 LA DEFENSE CEDEX.

Dans ces deux cas, le silence de l'administration vaut rejet implicite au terme d'un délai de deux mois.

Après un recours gracieux ou hiérarchique, le délai du recours contentieux ne court qu'à compter du rejet explicite ou implicite de l'un de ces recours ;

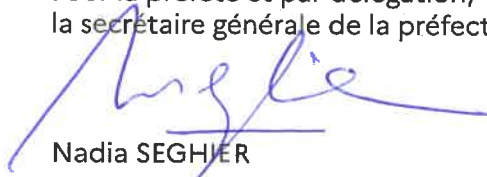
- recours contentieux, en saisissant le tribunal administratif d'Orléans - 28, rue de la Bretonnerie 45057 Orléans cedex 1.

Le tribunal administratif peut également être saisi par l'application informatique Télérecours accessible par le site internet **www.telerecours.fr**.

ARTICLE 6 – La secrétaire générale de la préfecture, l'inspectrice des installations classées sont chargés chacune en ce qui la concerne de l'exécution du présent arrêté qui sera notifié à l'exploitant par lettre recommandée avec accusé de réception et qui fera l'objet d'une publication sur le site internet des services de l'Etat dans le département.

Tours, le **04 NOV. 2022**

Pour la préfète et par délégation,
la secrétaire générale de la préfecture



Nadia SEGHIER

2021.10.20